

— (METTRE) L'ESPACE EN COMMUN, (PRODUIRE) L'ESPACE EN TENSION

Julie Gangneux-Kebe, Architecte-urbaniste,
docteure en géographie, Chercheure associée
Institut de Géographie et d'Aménagement
(IGARUN), Université de Nantes
Laboratoire ESO-Nantes, UMR CNRS 6590

Courriel :
julie.gangneux@gmail.com

RÉSUMÉ

Si depuis leur “création”, les capitales ouest-africaines semblent encore présentées à travers un discours dualiste ville blanche/ville noire, ville planifiée/non-ville, ville centre/périphérie très présent dans les esprits comme dans les pratiques, l'analyse des spatialités réelles, des modes et formes d'habiter nous invite à dépasser ces réductions pour appréhender à leur juste valeur la diversité et la complexité de ces situations urbaines hétérogènes en Afrique de l'Ouest. Dans les quartiers populaires de la capitale guinéenne (Conakry), la rencontre entre les modalités de production de la ville par les pouvoirs publics et ses partenaires d'un côté et par les habitants de l'autre, engendrerait tensions et fragmentations tout comme le déploiement de formes d'adaptation et de lutte (des plus ordinaires aux mobilisations citoyennes) pour continuer à fabriquer et à mettre l'espace en commun.

MOTS-CLÉS

Fabrique de la ville, Conakry, habitants, habilités et habiletés citadines.

ABSTRACT

Since birth, West African capitals still appeared through a dualistic vision white city/black city, planned city/no-city, city center/periphery very present in the minds as in the practices. The analysis of real spatialities, modes and forms of inhabiting invites us to overcome these reductions in order to know about the

diversity and the complexity of these heterogeneous urban situations in West Africa. In Conakry, the modalities of city's production by the public authorities and his partners on one side and by his inhabitants one the other side would create tensions and fragmentations as well as the deployment of forms of adaptation and fight (from ordinary practices to citizen mobilizations) to keep making the common space in the capital's popular districts.

KEYWORDS

Fabric of the city, Conakry, inhabitant, abilities and city dwellers skills.

—

— INTRODUCTION

Depuis la seconde moitié du XXe siècle, de nouvelles dynamiques urbaines ont émergé en Afrique de l'Ouest¹ mettant au défi les savoirs et pratiques de l'urbanisme importés de la colonisation et ce dans des situations de contraintes accrues (pressions foncières, démographiques, économiques). D'un côté, les principes envisagés par les pouvoirs publics et les institutions internationales pour répondre à ce développement semblent en partie encore calqués sur le modèle des sociétés occidentales du siècle dernier (ONU-habitat, 2014). De l'autre, nous assistons à la production toujours plus rapide de nouvelles verticalités et quartiers sécurisés (fruit de partenariats plus ou moins opaques) tandis que les individus peinent de plus en plus à se loger en ville. À Conakry, les habitants, par leurs actions "invisibles" et/ou par leurs mobilisations plus "spectaculaires", semblent mettre au défi quotidiennement les pouvoirs et normes institutionnelles, et ce pour continuer à vivre et à se déplacer dans ces ensembles urbains. Au moment où l'action publique, au Nord comme au Sud, questionne les formes de la participation citoyenne dans la fabrique de la ville, ce regard depuis Conakry et ses quartiers populaires souhaite proposer des pistes de réflexion pour repenser, à partir d'une capitale du Sud (ce "*learning from the South*"), le rôle de l'habitant dans l'aménagement de nos villes.

— « CONSTRUIRE LA VILLE » OU SE PROJETER EN VILLE ? L'HABITANT COMME UNE VARIABLE DU PROJET

PARTICIPATION, PROJET URBAIN ET GOUVERNEMENT DES VILLES

En France, « le droit à la participation [est devenu] un principe juridique » (Nez, 2015, p.20) ; les acteurs plébiscitent dans le champ de la démocratie de proximité et de la démocratie participative de nombreux dispositifs institués (dialogue, atelier citoyen, etc.) et coproductifs (diagnostic en marchant, maîtrise d'usages², etc.) garants d'une "meilleure collaboration" entre citoyens, élus et professionnels de l'urbain. Pourtant la participation comme la concertation, dans le cadre d'opération d'aménagement, relèvent encore *in fine* de relations descendantes voire biaisées des gouvernements des villes vers l'habitant ; le processus d'intervention étant quant à lui fixé voire figé par avance. Intégrées à la démarche de projet urbain, les pratiques quotidiennes des citoyens ordi-

1 Les villes des pays en développement ont vu leur population se multiplier par quatre en 50 ans (ONU Habitat, 2014).

2 La maîtrise d'usage serait à placer comme troisième pilier de l'aménagement au côté de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre urbaine.

naires sont, d'une autre manière, mobilisées comme « savoirs d'usages » (Nez, 2012 ; 2015) tandis que de plus en plus de projets semblent, dans le même temps, contestés. Ici et là se développent de nouvelles formes d'engagement et de reconquête de l'espace par les citoyens eux-mêmes. Considérées comme des « non-mouvements sociaux³ » (Bayat, 2002), ces mobilisations plus ou moins « discrètes » façonneraient autrement les espaces urbains. C'est ainsi que depuis plusieurs décennies des expériences émergent à travers le monde posant ici et là la question de l'*empowerment* du citoyen, de l'architecture sans architectes, de l'*advocacy planing*, du *handmade urbanism* (Rosa et Weiland, 2013), du *design with the other 90% cities* (Smith, 2011) rejoignant les réflexions de Michel De Certeau (1990) sur les ruses et les tactiques.

L'étude de ces dynamiques « du bas » sont concomitantes ces dernières années, dans le champ des études urbaines, de la montée des enseignements depuis les Suds, du *Southern turn* (Coquery-Vidrovitch, 2006 ; Robinson, 2006 ; Fournet-Guérin, 2017) portés dans la suite des perspectives postcoloniales. Ces théories proposent d'envisager les villes africaines non plus dans une forme de rattrapage⁴ mais comme « une réalité en devenir, [à la fois] excessivement créative et extrêmement bloquée [afin de dénicher de nouvelles opportunités pour décrypter les] acquis d'une urbanisation rapide [...] qui se déploie dans un monde où l'informalité dépasse toute préconception » (Fourchard *et al.*, 2009, p.190). Dans le champ des projets de développement urbain mis en œuvre en Afrique de l'Ouest, l'ensemble des acteurs institutionnels plaident ainsi désormais pour davantage de participation, pour une inclusion toujours plus forte « de la base » (Habitat III). Néanmoins, les mécanismes financiers, les enjeux de pouvoir comme la faiblesse des outils juridiques et compétences des collectivités locales ouest-africaines ne permettent qu'en de rares occasions une réelle co-construction de la ville (vers la création des moyens institutionnels de la gestion). Derrière l'influence du néo-libéralisme et l'essor des multinationales privées dans ces contextes, les habitants semblent déployer une diversité d'actions citoyennes, de « compétences citadines » (Berry-Chikhaoui et Deboulet, 2000) pour fabriquer la ville. Les individus remettent en question la portée et la légitimité des « experts » de la ville, des financiers, des grandes institutions internationales et leurs capacités ou non à vouloir laisser ces non-professionnels que représentent les habitants à agir sur leurs territoires.

3 Dans le contexte des villes du Moyen Orient avant le Printemps arabe, Asef Bayat (1997, 2002, 2010) définit « *the quiet encroachment of the ordinary* » en s'intéressant aux « non-mouvements sociaux » susceptibles selon lui de modifier le cours des transformations urbaines. « In the end, the poor manage to bring about significant changes in their own lives, the urban structure, and social policy » (Bayat, 2002 : p.93).

4 Les études urbaines ont fortement documenté les villes du Nord entendues comme référent et/ou comme standard du développement.

PARTICIPATION, PLANIFICATION ET GOUVERNEMENT DE LA VILLE À CONAKRY (GUINÉE)

Pour comprendre plus précisément les mécanismes de la production de l'espace à Conakry, nous proposons de revenir sur la construction physique et idéale de la capitale de la fin du XIXe jusqu'à la période actuelle. D'un côté, il nous faut nous intéresser aux conceptions forgées par les experts et pouvoirs locaux tout comme de l'autre, aux pratiques et expériences sensibles de l'espace par les habitants eux-mêmes. Si la ville coloniale constituée « à partir d'une base précoloniale limitée⁵ » (Goerg, 2006, p.17) demeure encore pour une majorité d'habitants le "modèle de la ville" en Afrique, cet « outil de la colonisation » (Coquery-Vidrovitch, 1988) fit au début du XXe siècle du centre européen la "vraie ville" refusant longtemps aux "indigènes" le statut de citadin (Goerg, 2006). Des premiers comptoirs à la création d'un port pour le commerce, Conakry fût alors planifiée sur des terrains « quasiment vierge où l'on pouvait concrétiser la conception européenne d'une ville coloniale moderne » (Goerg, 1985 [Arcin : 449], p.310). En s'éloignant radicalement des modes traditionnels de production (architecture, coutume et chefferie, etc.), l'administration coloniale déposséda les autochtones des possibilités d'action par l'instauration d'une réglementation foncière et monétaire fondée en partie sur la division sociale et spatiale de l'espace. Les habitants des premiers villages (situés à l'emplacement de la nouvelle entité coloniale) allaient dès la création de la "ville" tenter de contourner ces normes qui imposaient l'insertion de leur habitation dans un nouvel échiquier (boulevards et avenues). Tandis qu'en "banlieue⁶" (territoire situé au-delà de l'isthme de Tombo), les autochtones comme les populations peules nouvellement arrivées en 1900 conservèrent jusqu'à tard leurs organisations sociospatiales et chefs de villages (carte 1).

5 L'Afrique au sud du Sahara possède quelques villes anciennes, certaines seront d'ailleurs étendues sous l'ère coloniale mais ce n'est pas le cas de la capitale guinéenne.

6 La "ville coloniale" se limite comme on peut le voir sur la carte 1 à l'île de Tombo (territoire d'à peine 3,5 km²) tandis que la "banlieue" est instituée dès 1901. Elle est définie comme le territoire situé au-delà de l'île et décrit encore aujourd'hui la péninsule du Kaloum.

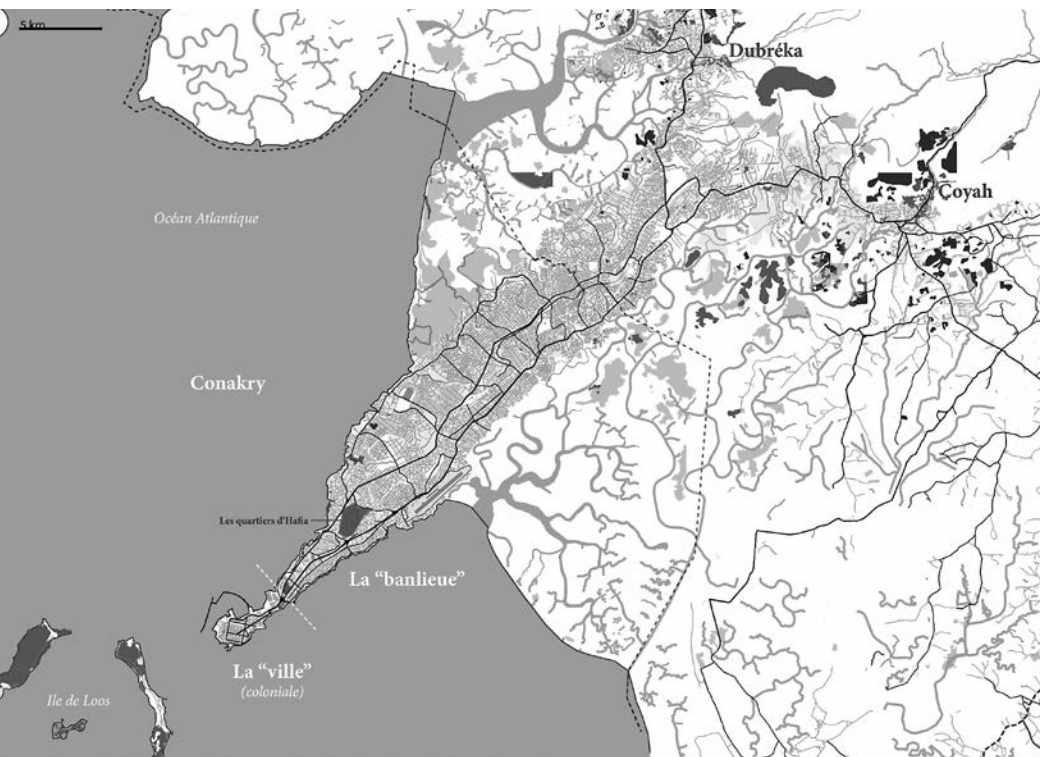


Figure 1 : Conakry : la ville et sa banlieue (source : OSM - Qgis redessiné par l'auteure, 2016).

Puis, au sortir de la Seconde Guerre mondiale (lorsque la croissance reprend), la réalité urbaine s'éloigne petit à petit du modèle. La ville coloniale ne peut plus contenir l'urbain qui déborde en "banlieue". Le territoire est l'objet de nouvelles réflexions. L'administration quitte l'urbanisme de plan (1890) pour la planification urbaine (1947), les travaux publics pour l'urbanisme. À travers la participation toujours plus forte d'élus guinéens aux instances locales coloniales tout comme à l'arrivée d'architectes et d'urbanistes français à Conakry, le développement de la capitale et sa modernité sont mis au débat. Si les experts français notent à l'époque « le problème de l'adaptation des masses africaines aux formes de la vie urbaine » (Dollfus, 1952) ; le pouvoir autochtone s'implique de plus en plus dans la gestion de la cité et lutte en "banlieue" pour « le même standing de vie qu'à Conakry⁷ » (Goerg, 2006, p.15). Au tournant de l'indépendance, le jeune maire communiste de Conakry Sékou Touré

7 L'historienne Odile Goerg (2006, p.15) rapporte le propos de Boubacar Sylla notable de Kaporo. Ce propos est extrait d'un PV d'un palabre (sic) organisé le 07/01/1957, réunissant les chefs de villages et les notables.

met « l'aménagement de la "banlieue" et la critique de la chefferie au centre des débats » (Goerg, 2004, p.137). Devenu le président de la première nation postcoloniale en 1958, il reconnaît alors toute la péninsule comme territoire de l'urbain (création de la municipalité de Conakry). Pour contrôler l'accroissement démographique et l'expansion urbaine qui va de pair, le président nationalise les terres. Dans l'objectif d'une « répartition sociale équitable du territoire » (Czys, 2001, p.74), l'Institut d'Urbanisme de Zagreb réalise dès 1963 la première planification urbaine postindépendance. Sékou Touré subdivise les quartiers en instances du Parti et fait de l'"unité résidentielle", l'unité de vie de tous au sein du Parti-État qu'il dirige d'une main de fer jusqu'aux années 1980. Si les programmes d'investissement (FIDES, Industriels, etc.) ont petit à petit changé la physionomie de la ville, Conakry s'étend majoritairement par la volonté de ses habitants. La "ville" en tant que concept apparaît de plus en plus comme "déterritorialisée et planifiée" *ex nihilo* loin des réalités de sa fabrique, loin des individus qui la peuplent. Derrière l'instrumentalisation politique du territoire, ce sont bien les habitants qui façonnent les organisations urbaines et quartiers populaires de la proche banlieue.

En 1984, la Guinée change de régime et opte désormais pour la libéralisation de l'économie et la privatisation du foncier concomitamment à la signature de contrats bilatéraux et à l'aide des organismes internationaux dans le domaine de la planification et de la promotion sociale. La population de la capitale passe de 40 000 habitants en 1955 à 197 000 en 1967 puis à plus de 700 000 habitants en 1983⁸ (RPGH-1). L'expertise française au développement finalise un nouveau schéma de planification en 1989. La production de la ville va alors être conditionnée aux financements sectorisés (PDU-1-2-3) qui, au travers d'une nouvelle approche de l'urbanisme pour gérer les villes et à la création de lotissements publics et privés, mettent à mal, sans les faire disparaître, les valeurs d'usage et d'entraide attachées aux traditions coutumières anciennes. Peu étudiée, la fabrique habitante est délaissée au profit de représentations véhiculées par la production immobilière "aux standards internationaux"⁹ et par les bailleurs de fond¹⁰. Pour autant, loin des planifications imposées, les habitants tentent de nouveaux stratagèmes dans et en dehors de ce système. Loin d'une gestion par à coup (par opération), ils négocient et détournent les

8 Comme dans d'autres pays de la sous-région, la capitale guinéenne recueille une grande part de l'accroissement démographique.

9 Des ensembles immobiliers fermés réalisés par des sociétés étrangères voient le jour. Ces multinationales proposent des produits immobiliers qui loin de répondre aux besoins d'une majorité des habitants de la capitale, fragmentent les espaces urbains.

10 Les études et les projets mis en œuvre dans les espaces urbains s'inscrivent bien souvent dans des réponses aux appels d'offre et aux financements émanant d'institutions internationales.

normes légiférées pour se frayer une place dans ces ensembles constitués. La capitale guinéenne atteint 1 667 864 habitants en 2014 (RGPH-3). Le continuum urbain s'étend désormais sur quarante kilomètres (figure 2), tout au long de la péninsule limitée seulement par les mobilités quotidiennes, les frontières physiques (la mangrove) et administratives (les préfectures limitrophes de Dubréka et Coyah). Les multiples discours et postures urbaines du pouvoir n'ont depuis l'indépendance, semble-t-il, fait que renforcer les écarts entre la réalité de la ville et l'idée de la ville comme concept dont les pratiques néo-libérales en sont aujourd'hui les nouveaux maîtres.

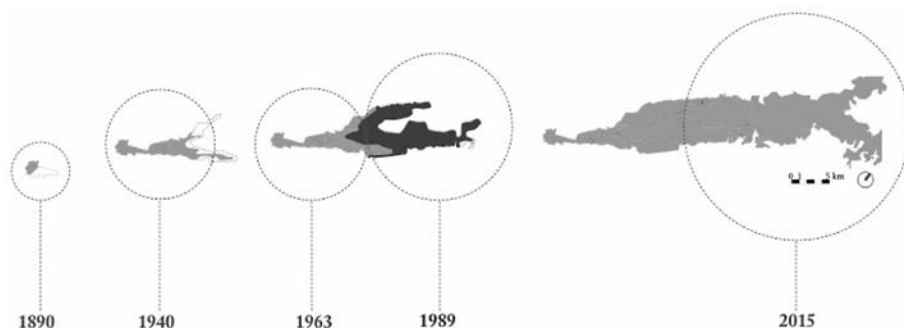


Figure 2 : Conakry et l'évolution de son urbanisation de 1890 à nos jours (source : google earth redessiné d'après BCEOM et al. 1989).

— (PRODUIRE) L'ESPACE EN TENSION, (METTRE) L'ESPACE EN COMMUN : L'HABITANT, UN CITADIN-CITOYEN DE LA VILLE EN CHANTIER

« JE-TU-IL », UNE MISE EN RÉCIT, EN MOUVEMENT ET EN REPRÉSENTATION DU TERRITOIRE

« Ce n'est pas à partir de la ville elle-même que prennent forme nos connaissances, mais à partir d'un montage de séquences de la vie urbaine tirées d'une infime partie du cours réel du monde » (Agiar, 2015).

Afin d'investiguer *in situ* les conditions d'habiter, les temporalités et spatialités de la fabrique ordinaire¹¹ de la ville à Conakry, je pris le parti de regarder la ville par-dessus l'épaule des habitants en ancrant la démarche qualitative et inductive

11 La fabrique ordinaire de la ville est entendue comme la fabrique de la ville réalisée en dehors des politiques et des opérations d'aménagement.

de recherche dans les quartiers d'Hafia¹², mon lieu de vie. En 2009, j'y avais fait l'expérience (neuf mois) des temporalités journalières, hebdomadaires, profité de la fraîcheur matinale, participé aux activités domestiques dans la cour commune, compris les relations qui se tissent au voisinage, dans les rues, etc. Hafia était mon lieu de vie, il devait devenir entre 2014 et 2016 mon espace d'enquête - "Hafia no bedi" cela veut dire : c'est la paix, la santé en langue peule -. Nés postindépendances et en partie situés sur une ancienne zone de l'extraction minière, ces territoires populaires (les huit quartiers administratifs d'Hafia) semblaient bel et bien façonnés par l'habitant. Comment recueillir alors un propos juste sur ces fabriques, sur des pratiques apparemment ordinaires et banales pour l'habitant ? Pour cela, je considérais l'hypothèse d'une lecture non sectorielle de l'espace et de son aménagement comme des notions "envahissantes" de l'urbain en Afrique (formel/informel). Marcher dans le quartier, y vivre, échanger avec ses commerçants et artisans me permettait chaque jour de resserrer les liens acquis et d'en créer de nouveaux. La démarche d'investigation plurielle naquit ainsi au fil de l'exploration. Il s'agissait de mettre en récit, en mouvement et en représentation ce territoire suivant la proposition de Jean-Paul Thibaud (2010, p.32) d'appréhender le milieu à la première, deuxième et troisième personne (figure 3).

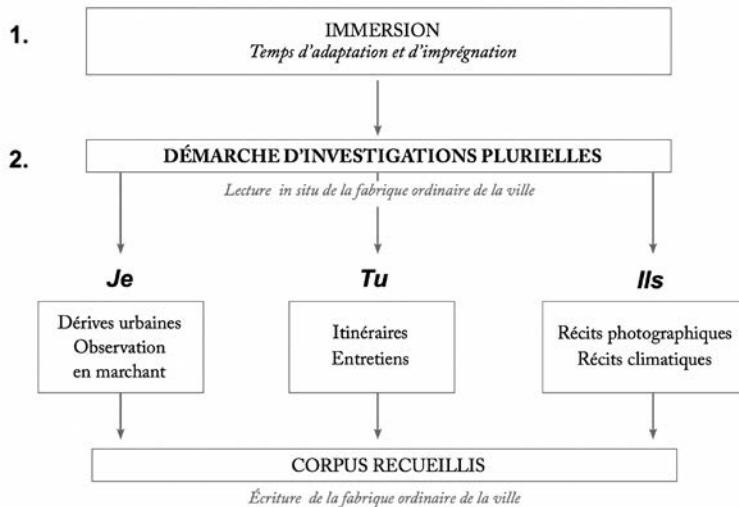


Figure 3 : Démarche méthodologique à la première, deuxième et troisième personne, (source : *méthodologie in situ* d'après J-P. Thibaud (2008-2010), J-Y. Petiteau pour l'itinéraire, J. Chenal (2009) pour le récit photographique).

12 Ce sont huit quartiers administratifs (Hafia Minière, Hafia I, II, III, château etc.) situés dans la commune de Dixinn, l'une des cinq communes de la capitale. Ils regroupaient en 2014 (RGPH-3) 56 000 habitants pour un territoire de 168 ha.

Au Je (première personne), par exemple, j'expérimentais des parcours en « dérivant », des parcours non plus définis au préalable mais emmenés par « attirance des ambiances » (Bégoud, 2017 [Debord, 1952], p.42). Ici, la voie ferrée ressemblait à une succession de “mini-stade de foot” et l'habitation (au prisme du carnet) prenait de nouvelles formes explicatives : entre haut et bas, horizontalement, densément, etc. Il nous fallait « traiter l'espace comme une catégorie explicative au même titre que les organisations sociales, les systèmes politico-économiques, les systèmes des valeurs » (Paul-Lévy et Ségaud, 1983, p.26) pour arriver à mettre en relief une représentation cognitive des formes urbaines. Au Tu (deuxième personne), entretiens et itinéraires étaient mis en œuvre. Dans une approche anthropologique et géographique, l'enquête devenait le temps d'un parcours “mon guide¹³”, mettant en mots le vécu, son vécu. Si l'espace est bel et bien un lieu de relation et d'interaction, les itinéraires montraient qu'il était aussi en tension, qu'il était revendiqué voir privatisé depuis peu à Hafra. Enfin, au Il/Elle (troisième personne), les “récits photographiques et climatiques” permettaient de récolter les fragments d'une organisation collective des espaces urbains comme de démontrer l'influence de la météo et des climats sur les pratiques habitantes, d'y esquisser les temporalités journalières, saisonnières et annuelles des rapports sociaux. L'image en ce sens était très parlante des logiques d'habiter (de manières individuelles et collectives) dans ces quartiers en perpétuel chantier. Empruntant à la démarche proposée par Jérôme Chenal (2009), je débutais une première étude photographique d'une route seule point de restructuration (pose de bitume), seul détection du passage de l'institution dans le quartier. À l'aide d'un trépied, la position et les cadrages de l'appareil étaient fixés à hauteur d'homme. Le travail photographique consistait à réaliser une photo par heure comme le montre l'assemblage ci-dessous (figure 4). Reproduite en 2015-2016, la démarche me permettait de suivre ces trois années l'évolution tant de l'implication des habitants dans le chantier (ce qu'on m'en racontait) que dans l'évolution du marché de rue, de la structure sociospatiale ou encore de la dégradation d'un profil routier et des interventions de tous à son sujet.

13 Je m'inspire ici de la démarche des itinéraires en marchant développée par Jean-Yves Petitjean et mise en œuvre à de multiples reprises dans la région nantaise.

Hafia Minière centre Conakry | Point n°1 | Concasseur Marché



Figure 4 : Récit photographique au marché de rue (10-01-2014) et dégradation du profil routier, (source : Gangneux-Kebe, 2014-2016).

Par regroupement, par tri, par recoupement thématique à la manière du concepteur en études urbaines, ce “matériau” d’enquête remettait en cause les représentations locales d’une “bonne” fabrique, celle des institutions face à une autre “désordonnée”, celle des habitants. L’enquête m’invitait à dépasser les représentations simplistes, les « fausses polarités [...] ordre et chaos, continuité et discontinuité, déterminé et indéterminé » pour appréhender à leur « juste mesure » (Van Eyck, 1972, p.110) la diversité et la complexité de ces situations urbaines.

FABRIQUER LA VILLE ORDINAIRE : LES HABILÉTÉS ET HABILITÉS CITADINES

Ces résultats de terrain confirment et affinent les distanciations à l’œuvre (socio-histoire de la ville) entre le faire (qui relèverait de l’habitant) et l’idéal (qui relèverait des grandes pensées sur la ville), entre les modes¹⁴ de « faire ville » et de « faire la ville » (De Biase, 2014). Au-delà des changements politiques qui en Guinée furent importants, la fabrique des quartiers d’Hafia constitue une forme de continuité d’installation et de négociation pour continuer à mettre l’espace en commun contrainte par les possibilités de l’espace (foncier,

14 Alexia De Biase propose en 2014 le regroupement de ces deux formulations afin de distinguer ce qui serait du fait des habitants et du fait des politiques d’aménagement.

administration), par la détérioration de l'environnement, par les pressions (pouvoir) et plus récemment par les nouvelles formes urbaines verticales. En premier lieu, les habitants continuent à fabriquer la ville par le jeu toponymique (néo et ancien) comme par l'implication de tous «par groupe et/ou par système de représentation» dans et sur l'espace. Par exemple, les carrefours empruntent familièrement leur nom aux familles importantes du quartier et constituent des repères pour les festivités locales (mariages, baptêmes, etc.). Autre exemple, les passages (accordés entre les concessions¹⁵) forment un réseau de cheminements piétonniers connus de ses seuls adeptes. Quant aux jeunes hommes, ils se regroupent à l'échelle micro-locale en bandes et/ou en "staffs" (organisations informelles) et forment des « grins » (espaces de retrouvaille). Positionnés à l'ombre d'un arbre, d'un mur, devant une concession etc., ces « grins » se doivent d'être quelque peu confortables et ombragés pour recevoir le groupe à des temps définis et connus de tous. Enfin, les membres influents du quartier, eux, s'invitent au voisinage dans l'aménagement de la chaussée (création de dos d'ânes, de voies d'eau, etc.). Ils vont jusqu'à modifier très significativement le tracé de rues et se placent comme interlocuteurs privilégiés du conseil de quartier. Ce sont enfin les relations micro-locales de sociabilité (les lieux de rencontre devant chez soi, sur un banc, une chaise posée là, etc.) comme les conditions environnementales et surtout microclimatiques du lieu (ombrage, vent) qui fabriquent la cité.

Pour autant, en deuxième lieu, l'imposition des valeurs marchandes sur les valeurs d'usages (Lefebvre, 1968) (l'accès au sol urbain et à la mobilité) semble désormais favoriser et accentuer les fragmentations aux échelles micro-spatiales dans les quartiers populaires d'Hafia. Associées à la raréfaction du foncier et à la demande toujours plus grande des habitants, les nouvelles installations n'ont lieu dans la majorité des cas qu'au prix d'une fermeture des passages et espaces ouverts. Les rapports à la communauté et au logement s'en voient modifiés : loger les proches, acquérir un terrain et le construire relèveraient de nouvelles tensions dans ces environnements urbains dégradés. Longtemps traduite par la possession d'un terrain, d'un logement, d'un "chez soi", la production de l'habitat se perpétue dorénavant au travers des multiples stratagèmes habitants pour investir les marges spatiales du quartier (délaiés/fosses) et pour le renouvellement des formes de l'habitat. Autre exemple, la production de voies bitumées par l'institution permettant de faciliter les mobilités, crée de nouvelles limites spatiales et tensions locales. Ici,

15 Introduit par la colonisation, la concession est le nom usagé pour désigner la maison. Il se réfère à la possession d'un bien. Il peut y avoir plusieurs foyers dans un espace enclos, l'ensemble forme la concession.

chaque jour de jeunes commerçantes décident d'occuper la voie tout en "refusant de payer" pour un emplacement. Elles affrontent les autorités de quartier : « vous nous enlevez là pour aller où ? » ; « mais c'est chez moi, non ? ». Enfin, certains hommes développent des pratiques "insurgentes" de résistance sur l'espace. Ils promeuvent à travers leur déambulation l'accessibilité de tous aux espaces urbains comme le proposa dans un tout autre contexte Walter Benjamin (à propos de la flânerie). Ces jeunes adultes revendiquent ici l'accès à un ancien hangar et manifestent là pour voir disparaître une décharge sauvage. La fabrique de la ville est d'autant le fruit de formes urbaines stables que de pratiques temporaires d'occupation des citoyens structurant des "formes d'appartenance au lieu".



Figure 5 : La fabrique de micro-lieux versus la production de micro-fragmentations, (source : Gangneux-Kebe, 2016)

Dans une approche renouvelée de l'adaptation¹⁶ (Blanc et Laigle, 2015), les individus semblent faire l'expérience sensible des changements en ville et tentent à leurs manières à s'adapter pour continuer à vivre là. À Hafía, les personnes âgées (hommes et femmes) par exemple, élaborent des stratégies à très petite échelle, des limites du logement au voisinage, de la cour intérieure (véranda, arbre) aux espaces communs et génèrent une fabrique de micro-lieux du quartier (seuils, pas de porte). En créant leur propre capacité d'action, les habitants prennent en main les questions urbaines et continuent ainsi malgré les délitements et fragmentations à l'œuvre à « faire-ville » (Agier, 2015). Ils s'approprient et construisent collectivement de manières permanentes, temporaires ou exceptionnelles les espaces urbains pour revendiquer « un droit à la vie urbaine¹⁷ » (Lefebvre, 1968). Nommées, analysées, identifiées alors ces fabriques ordinaires de la ville mettent en lumière le rôle clé des habitants qui sous une pluralité de formes (de groupes et d'identités) agissent à l'échelle locale pour acquérir une légitimité à participer et à faire l'espace (habilité) et un savoir pour s'adapter en situation (habileté). Les habilités et habiletés citadines (Gangneux-Kebe, 2018) sont ainsi deux aptitudes entendues comme deux facettes de la citadinité (aux racines étymologiques de l'habiter, issues du latin habere) qui donnent sens à la ville, sens à la fabrique de la ville dans les quartiers populaires.

— CONCLUSION

En conclusion, les pratiques habitantes relevées ici questionnent bel et bien les pratiques « supranationales de l'urbanisme » qui ont gouverné ces dernières décennies et gouvernent encore le concept de la « ville » à Conakry. En dépassant les catégorisations réductrices des ensembles urbains, nous avons à apprendre localement de ces fabriques ordinaires comme internationalement de ces villes ordinaires « *off the map* » (Robinson, 2006) pour que la fabrique de la ville ne soit plus le miroir d'une « histoire officiellement racontée » mais celle d'une histoire belle et bien vécue. Au-delà des discours habituels sur l'informalité et la précarité, il est essentiel de mieux comprendre, de mieux prendre en compte ces situations spatiales, sociales et politiques afin de

16 La notion d'adaptation est à reconsidérer selon une échelle géographique voire anthropologique.

17 « La lutte pour les droits produits de l'espace » (Mitchell, 2014 [2003], p.326). Le droit à la ville peut être perçu comme un recours face à l'actuelle tendance à la privatisation et à la fragmentation de l'espace.

changer les définitions de l'urbanisme, pour un urbanisme des expériences habitantes. Laissant place à la non-programmation des usages, la fabrique ordinaire de la ville comme les formes d'habilités et habiletés du citoyen sont des sources d'enseignement ici et ailleurs pour repenser nos modes de faire et de projeter des espaces "en processus", comparativement aux morceaux de villes "sans processus" (ville nouvelle, zone d'aménagement concertée, lotissement, opération courte de renouvellement). Ces modes invitent à réfléchir à la coproduction par les pouvoirs publics et les citoyens de normes spatiales et territoriales du juste et de l'injuste qui président à la construction de nouvelles catégories et références pour l'action publique du Sud au Nord ...

— BIBLIOGRAPHIE

Agier, M. (2015). *Anthropologie de la ville*. Paris : PUF.

Bayat, A. (2002). Activism and Social Development in the Middle East, *International Journal Middle East Studies*, 34, 1-28.

Bégout, B. (2017). *Dériville, les situationnistes et la question urbaine*. Paris : Inculte.

Berry-chikhaoui, I., Deboulet, A. (2000). *Les compétences des citoyens dans le Monde arabe : penser, faire et transformer la ville*. Paris : Karthala.

Blanc, N, Laigle, L. (2015). De l'adaptation au changement climatique. In : Hajek, I. et al., *De la ville durable à la nature en ville*. Paris : Universitaires du Septentrion.

Coquery-Vidrovitch, C. (1988). Villes coloniales et histoire des Africains, *Vingtième Siècle*, 20, 49-73.

Czysz, J. (2001). *Urban Design as a Tool for Re-Imaging a Capital City: Planning Conakry, Guinea after Independance*. Thèse de doctorat en urbanisme, Department of Urban Studies and Planning in the Massachusetts Institute of Technology.

De Biase A. (2014). *Hériter de la ville : Pour une anthropologie de la transformation urbaine*. Paris : Donner lieu.

De Certeau, M. (1990). *L'invention au quotidien : arts de faire pratiques des espaces urbains tome 1*. Paris : Gallimard.

Chenal, J. (2009). Anthropologie visuelle en Afrique urbaine : guide méthodologique (Dakar, Noukachott, Abidjan) [consulté en ligne 2013].

Dollfus, O., (1952). Conakry en 1951-52. *Étude humaine et économique*, 10-11. IFAN, centre de Guinée, 4-110

Fourchard, L., Goerg, O., Gomez-Perez, M. (2009). *Lieux de sociabilités urbaines en Afrique*. Paris : L'Harmattan.

Fournet-Guérin, C. (2017). *L'Afrique cosmopolite. Circulations internationales et sociabilités citadines*. Rennes : PUR.

Gangneux-Kebe, J. (2018). *Fabriquer l'ordinaire de la ville : le rôle de l'habitant à Conakry (Guinée)*. Thèse de doctorat en géographie. Université de Nantes, IGARUN, France.

Goerg, O. (1985). Conakry : un modèle de ville coloniale française ? Règlements fonciers et urbanisme, de 1885 aux années 1920, *Cahiers d'études africaines*, 25(99).

Goerg O. (2006). Domination coloniale, construction de « la ville » en Afrique et dénomination. *Afrique & histoire*, 5(1).

Lefebvre, H. (2009 [1968]). *Le Droit à la ville*. Paris : Economica–Anthropos (3e éd.).

Mitchell, D. (2014[2003]). Espace public, droits et justice sociale. In Gintrac, C., Giroud, M., *Villes contestées : pour une géographie critique de l'urbain* (pp. 313-339). Paris : Les Prairies ordinaires.

Nez, H. (2015). *Urbanisme : la parole citoyenne*. Lormont : le Bord De l'eau.

Onu-Habitat. (2014). *L'état de villes africaines, réinventer la transition urbaine*. (Programme PNUEH) [en ligne].

Paul-Lévy, F., Ségaud, M. (1983). *Anthropologie de l'espace*. Paris : Centre Georges Pompidou.

Petiteau, J.Y., Pasquier, E. (2001). La méthode des itinéraires : récits et parcours. In : Grosjean, M., Thibaud, J.-P. (dir.). *L'espace urbain en méthodes*. Marseille : Parenthèses.

Robinson, J. (2006). *Ordinary Cities. Between Modernity and Development*, Londres/ New York: Routledge.

Rosa, L. M., Weiland, U. (dir.) (2013). *Handmade Urbanism*. Berlin : JOVIS Verlag.

Smith, E. C. (2011). *Design with the Other 90% : Cities*. New-York : Cooper Hewitt, Smithsonian Design Museum.

Thibaud, J-P. (2010). Des modes d'existence de la marche urbaine. In Thomas, R. (dir.). *Marcher en ville. Faire corps, prendre corps, donner corps aux ambiances urbaines* (pp. 29-46). Paris : archives contemporaines.

Van Eyck, A. (1972). Un dessin ne s'ordonne que sur la grâce. In Choay F., *Le sens de la ville* (pp. 108-115). Paris : Le Seuil.

